

SYRIE : POUR UNE DÉMOCRATIE INCLUSIVE ET RESPECTUEUSE DES DROITS DU PEUPLE KURDE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 28 JANVIER 2026

La chute tant attendue du régime de Bachar El-Assad et la reconnaissance internationale des nouvelles autorités de Damas sous la direction de Ahmad Al-Charaa ne s'accompagnent pas de la fin des affrontements entre communautés, malgré de nombreuses négociations et des accords conclus pour aller vers un avenir partagé au sein d'une nouvelle Syrie. Le jeu des puissances régionales et internationales, loin d'aider, semble au contraire exacerber les tensions et alimenter les affrontements.

La reprise par la force des quartiers kurdes de la ville d'Alep puis d'une grande partie du territoire du nord-est, et maintenant le siège de Kobané intervennent après les offensives contre les territoires alaouites de la côte et des territoires druzes du Sud. Cette nouvelle confrontation entre le pouvoir de Damas et la minorité kurde questionne les intentions du gouvernement de Damas quant à la cohésion nationale et le rôle délétère d'acteurs comme la Turquie et les Etats-Unis du fait des objectifs propres qu'il poursuivent en Syrie.

Les actes de guerre mettent encore une fois en danger des populations civiles et réveillent le spectre du prolongement de quinze ans de guerre civile et de massacres.

Le rôle joué par les forces kurdes dans la défaite de l'Etat Islamique et les responsabilités qu'elles ont assuré depuis avec l'incarcération de milliers de membres de ce groupe terroriste, font que l'offensive militaire du régime de Damas induit une menace directe de déstabilisation pour toute la région, autre conséquence de la dynamique mortifère à l'œuvre.

Face à cette situation, la LDH (Ligue des droits de l'Homme) demande instamment la cessation des combats, la poursuite de discussions effectives entre les parties afin d'assurer l'autonomie kurde sur le Rojava et de protéger en tant que de besoin au niveau constitutionnel les droits politiques et culturels du peuple kurde pour une Syrie démocratique, inclusive de toutes ses communautés et respectueuse de l'Etat de droit.

